Ulrike Schaper, *Koloniale Verhandlungen.
Gerichtbarkeit, Verwaltung und Herrschaft in Kamerun
1884-1916*

Frankfurt am Main: Campus, 2012, 446 pages

Elisabeth Zollmann

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7542>

DOI : 10.4000/ifha.7542

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Elisabeth Zollmann, « Ulrike Schaper, *Koloniale Verhandlungen. Gerichtbarkeit, Verwaltung und Herrschaft in Kamerun 1884-1916* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 15 décembre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7542> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.7542>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Ulrike Schaper, *Koloniale Verhandlungen. Gerichtsbarkeit, Verwaltung und Herrschaft in Kamerun 1884-1916*

Frankfurt am Main: Campus, 2012, 446 pages

Elisabeth Zollmann

Donner à voir la mise en place d'un système juridique ainsi que son fonctionnement au Cameroun (une des quatre colonies allemandes en Afrique), tel est l'objectif de la thèse de doctorat d'Ulrike Schaper *Koloniale Verhandlungen. Gerichtsbarkeit, Verwaltung und Herrschaft in Kamerun 1884-1916*, soutenue en 2010 à l'Université libre de Berlin.

L'ouvrage se veut une contribution à l'histoire culturelle du droit pendant la période coloniale allemande. Il ne se limite donc pas à une analyse du droit pénal et prend également en compte la pratique du droit. L'analyse s'appuie sur des sources variées, notamment les dossiers de l'administration coloniale et des missions présentes sur place, ainsi que sur des mémoires et des récits de voyages.

L'ouvrage se compose de cinq parties thématiques qui montrent sous différents angles que le droit était bien plus qu'un instrument d'oppression du pouvoir. Tout d'abord l'auteur présente le développement du système juridique au Cameroun avec ses différentes instances. Le but du gouvernement colonial était d'établir un monopole étatique de l'exercice du pouvoir juridique. Mais dans les faits il apparaît que les moyens financiers et humains mis en œuvre dans la colonie étaient insuffisants pour instaurer un contrôle de l'ensemble du territoire et ainsi une pratique du droit homogène.

La deuxième partie décrit l'instrumentalisation du droit pour l'exercice du pouvoir colonial, notamment par l'instauration d'un système de pouvoir dualiste distinguant entre colons et colonisés. La contradiction entre d'un côté la rhétorique d'une mission civilisatrice et de l'autre l'exclusion des Camerounais de toute participation politique devient alors apparente même si le débat autour de l'interdiction des mariages mixtes

montre aussi que la ségrégation stricte que visait l'État colonial n'était pas respectée dans les faits.

Dans la troisième partie, Schaper analyse le procès juridique comme lieu de rencontre entre l'État colonial et les colonisés. En effet, les procès ne servaient pas uniquement à régler des différends entre individus mais constituaient aussi une démonstration du pouvoir colonial. L'analyse des conditions et du déroulé de ces procès fait clairement apparaître l'écart entre l'exigence de toute puissance du pouvoir colonial et sa fragilité effective. Schaper s'intéresse tout particulièrement à la marge de manœuvre dont disposaient les Africains lors de ces procès et notamment au rôle des interprètes.

Le droit africain comme objet d'étude par les instances coloniales est au cœur de la quatrième partie. Schaper montre que les efforts pour rationaliser et uniformiser le droit colonial en se fondant sur une meilleure connaissance du droit africain restaient vains tout au long de la période allemande.

Dans la cinquième partie enfin, l'auteur présente les problèmes résultant de la pluralité du système juridique au Cameroun, analysant en détail les pratiques du droit du mariage. Cet exemple précis montre à quel point les populations africaines, et notamment les femmes, parvenaient à utiliser la complexité du système juridique à leur avantage.

L'ouvrage offre une analyse bien documentée du système juridique mis en place sous le pouvoir allemand au Cameroun. S'appuyant sur les concepts des *postcolonial studies* l'ouvrage met en lumière que le droit colonial n'était pas uniquement imposé aux populations colonisées mais que celles-ci se l'approprièrent et s'en servaient à leurs fins jusqu'à un certain degré.

Si, par la comparaison avec les pratiques dans les colonies d'autres puissances colonisatrices, l'auteur procède à une judicieuse mise en perspective de la situation camerounaise et des implications du système juridique instauré par les Allemands, il reste cependant à déplorer un manque d'exemples concrets sur la juridiction au Cameroun, exemples qui auraient permis de mieux comprendre les tenants et aboutissants d'une pratique juridique profondément ambivalente.

INDEX

Index chronologique : Frühe Neuzeit

Thèmes : Politische Geschichte, Rechtsgeschichte

AUTEUR

ELISABETH ZOLLMANN

Université Paris IV